

PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement d'Ile de France

Unité départementale de Paris
Service " Patrimoine, paysages et droit des sols " / Pôle " Droit des sols "
5 rue LEBLANC – 75.015 Paris
Affaire suivie par : Driona BINJAKU

Paris, le 24 JUIN 2024

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion
Madame Cécile FAVAREL-GARRIGUES
14 avenue Duquesne
75350 Paris 07 SP

Madame,

Par lettre du 23 mai 2024, vous avez demandé la prorogation du permis de construire délivré le 10 août 2021, visant une opération de réhabilitation et de rénovation de l'Hôtel du Châtelet du R-2 au R+2 avec réaménagement intérieur, réfection de la couverture, repavage des cours intérieures, aménagement paysager avec création de locaux techniques en fond de jardin, modification des liaisons verticales et remplacement de menuiseries extérieures. Surface de planchers créée : 11,5 m² ; ensemble, les pièces complémentaires reçues le 02-07-2021; précisions sur une extension dans une courette et sur les locaux techniques en fond de jardin, et abandon de l'aménagement d'une terrasse. visant

Un arrêté accordant cette prorogation a été délivré ce jour. Vous en trouverez ci-joint copie. j'attire votre attention sur les prescriptions suivantes émises par l'architecte des Bâtiments de France lors de l'instruction du permis initial, qu'il conviendra de respecter :

Pour les parties concernées par le SPR :

Il conviendrait de disposer les bornes et recharges électriques pour véhicule de manière symétrique en vis-à-vis dans la cour.

Pour les parties protégées MH :

Il serait opportun de trouver une solution à terme pour permettre la suppression de la lucarne type «chien rampant» sur le versant de toiture côté cour d'honneur qui est jugée disgracieuse.

Il serait opportun de différencier la partie en attique (ajoutée) sur jardin du reste de l'avant-corps pour le distinguer clairement du reste de la façade et mieux l'intégrer dans le brisis en ardoise.

L'architecte des Bâtiments de France sera averti du démarrage du chantier en informé de son déroulement. Les échantillons, teintes et peintures lui seront soumis préalablement à toute mise en œuvre.

Il vous appartient à présent :

- Δ d'une part, dès l'ouverture du chantier, conformément aux articles R424-16 et A424-19 du code de l'urbanisme, de déposer contre décharge ou d'envoyer à l'UDEAT de Paris(*), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, en trois exemplaires, la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC).

NB : les DOC sont disponibles à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976> ;

- Δ d'autre part, dans un délai de trente jours après l'achèvement des travaux, d'adresser à l'UDEAT de Paris, pôle Droit des Sols, 5 rue Leblanc, Paris 15^e (*), dans les mêmes conditions, en trois exemplaires, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) prévue aux articles R462-1 et A462-1 du code de l'urbanisme.

NB : les DAACT sont disponibles à l'adresse <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1978> ,

* UDEAT de Paris, pôle Droit des Sols, 5 rue Leblanc, Paris 15^e + copie par voie numérique à l'adresse courriel indiquée en en-tête, et copie par voie postale à la mairie de Paris, DU-SDPCPR, 6 promenade Claude Levi-Strauss, Paris 13e

Je rappelle que tout chantier doit être conduit selon les règles de l'art et que tout dommage causé aux immeubles voisins, du fait de l'exécution des travaux autorisés, relève de la responsabilité du pétitionnaire.

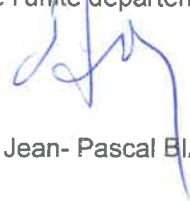
Je précise que sur le panneau d'affichage sur le terrain des permis et décisions de non-opposition à des déclarations préalables délivrés au nom de l'Etat par le préfet de la région d'Ile de France, préfet de Paris, "l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté" qu'il convient d'indiquer n'est ni l'hôtel de ville de Paris, ni la mairie d'arrondissement, mais la suivante : *Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France, Unité départementale de Paris de l'équipement et de l'aménagement, Service "Patrimoine, paysage et droit des sols", Pôle "Droit des sols"* :

*DRIEAT IdF – UDEAT 75 - PPDS/DS
5 rue Leblanc - 75.015 Paris
Sur RDV au 01 825 25158*

J'attire également votre attention sur la nécessité, avant tous travaux de démolition ou de restructuration d'un bâtiment existant, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux de démolition ou de restructuration envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile de France (D.R.I.E.A.T.-I.F), Unité départementale de Paris (UDEAT 75), service "Patrimoine, paysage et droit des sols", pôle "Patrimoine, paysages et qualité de la construction", 5 rue Leblanc - 75.911 Paris cedex 15, tél. 01 825 25167.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le préfet,
et par délégation
Le directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de
l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris



Jean- Pascal BIARD



PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Ile de France

Unité départementale de Paris

dossier n° P.C. 075-107-21-P0009

PROROGATION

Date de délivrance du PC initial : 10-08-2021
Date de dépôt de la demande de prorogation : 10-06-2024
Demandeur : Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion
Objet : Opération de réhabilitation et de rénovation de l'Hôtel du
Châtelet, Paris 7e

ARRÊTÉ
PROROGANT un permis de construire délivré au nom de l'Etat
LE PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET DE PARIS
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de la ville de Paris, modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2021 délivrant un permis de construire P.C. 075-107-21-P0009 au Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion représentée par Madame Cécile FAVAREL GARRIGUES, 14 avenue Duquesne, 75350 Paris; visant une opération de réhabilitation et de rénovation de l'Hôtel du Châtelet du R-2 au R+2 avec réaménagement intérieur, réfection de la couverture, repavage des cours intérieures, aménagement paysager avec création de locaux techniques en fond de jardin, modification des liaisons verticales et remplacement de menuiseries extérieures. Surface de planchers créée : 11,5 m² ; ensemble, les pièces complémentaires reçues le 02-07-2021; précisions sur une extension dans une courette et sur les locaux techniques en fond de jardin, et abandon de l'aménagement d'une terrasse.

Vu la demande de prorogation de ce permis de construire en date du 23 mai 2024 adressée au préfet de Paris par Madame Cécile FAVAREL GARRIGUES, représentant le Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion, 14 avenue Duquesne, Paris 7^{ème}.

Considérant que les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard ; et que le délai de validité de ce permis de construire peut donc être accordé pour un délai d'un an supplémentaire en application de l'article R424-21 du code de l'urbanisme ;

ARRETE :

ARTICLE 1

Le permis de construire PC 075-107-21-P0009 susvisé délivré le 10-08-2021 au Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion est prorogé d'un an. Les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France dans son avis ci-joint demeurent applicables.

Le bénéficiaire du permis procédera aux mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

Fait à Paris, le

24 JUIN 2024

Pour le préfet et par délégation

Le directeur régional et interdépartemental adjoint de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris

Jean-Pascal BIARD

P.C. 075-107-21-P0009 Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion Opération de réhabilitation et de rénovation de l'Hôtel du Châtelet, Paris 7e	PROROGATION D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ AU NOM DE L'ÉTAT PAR LE PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE DE FRANCE, PRÉFET DE PARIS
	BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES ET INFORMATIONS

Pièces jointes

- Accord avec prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France du 28 juillet 2021.

Informations

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

En application de l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

PROROGATIONS de la validité du permis

Article R*424-21

*Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.
(....)*

Article R*424-22

La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Article R*424-23

La prorogation est acquise au bénéficiaire du permis si aucune décision ne lui a été adressée dans le délai de deux mois suivant la date de l'avis de réception postal ou de la décharge de l'autorité compétente pour statuer sur la demande. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

IMPORTANT : la délivrance d'un éventuel permis modificatif n'a pas pour effet de reporter la durée de validité du permis initial : les travaux doivent donc toujours impérativement commencer dans le délai du permis initial, et non dans celui du permis modificatif.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable délivré par le Préfet de Paris peut commencer les travaux après avoir :

- adressé à la mairie de Paris, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible sur le site <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976>)
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-18, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction